

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

DELIBERATION N° 2022-071

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 20 juin 2022 à 19h00,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 16 juin 2022, a tenu une réunion en session ordinaire, en présentiel et en visioconférence, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,
Éric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, Françoise MOREAU, adjoints,

Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans.

Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Paul VAN LEEUWEN, Enrica TASSO, Fabien VEYRAT, Pascal ESPITALIER, conseillers municipaux.

Etaient présents en visioconférence : Pierre BALME, maire délégué de Venosc

Etaient absents ou excusés : Laurent GIRAUD, Ugo MOUNIER, Céline VALETTE, André GARDEN, Stéphane VAISSIERES.

Etait représentée dans le cadre d'une procuration :

Angélique AGUILAR donne procuration à Enrica TASSO

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mme Marie-Hélène COING et M. Jean-Luc BISI ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : URBANISME – 2.2.5 - Autres

OBJET : Lancement d'une procédure de Servitude d'Utilité Publique (SUP)

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29,

VU le contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes,

VU la délibération n° 2021-040 du 23 mars 2021,

Monsieur le maire expose à l'assemblée que suite à une erreur matérielle dans la délibération n° 2021-040, celle-ci doit être corrigée. En effet, l'objet de la délibération et une mention dans le corps de la délibération ne sont pas exactes.

L'objet indique : « instauration d'une servitude d'utilité publique » alors que la dénomination correcte est « lancement d'une procédure de servitude d'utilité publique » et le corps de la délibération fait référence à une « déclaration d'utilité publique » alors qu'il s'agit d'une « servitude d'utilité publique ».

Pour permettre de poursuivre la procédure, le conseil municipal est invité à approuver ces corrections.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les corrections à apporter sur la délibération n° 2021-040, notamment la rectification de son objet qui est : Lancement d'une procédure de Servitude d'Utilité Publique,
- **APPROUVE** le lancement d'une procédure de servitude d'utilité publique

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT